

ANNEXES

Annexe 2 : Documents graphiques

Cf. document « Rapport de présentation » du dossier communiqué, présentant les évolutions avant-après des points de modification (hormis la palette du nuancier en cours de finalisation et n'ayant pas d'impact environnemental) impactant le plan de zonage, notamment les emplacements réservés, ainsi que les OAP sectorielles du PLU en vigueur.

Une version du projet de zonage complet de la commune et du document des OAP est joint en complément au sein du dossier d'examen au cas par cas.

Annexe3 : A

1. Incidence significative sur une zone NATURA 2000

Le périmètre NATURA 2000 existant, localisé en zone N, n'est pas impacté par les modifications réglementaires. Les suppressions ou modifications du règlement graphique et les autres évolutions réglementaires n'ont pas d'incidence sur le périmètre réglementaire.

2. Incidence sur les milieux naturels et la biodiversité

Les évolutions réglementaires inscrites dans cette procédure de modification n°5 du PLU vont dans le sens d'un développement de la biodiversité notamment dans les espaces déjà urbanisés. La mise en place d'un coefficient de biotope par surface, proposé dans les zones urbaines du PLU et la zone naturelle à vocation de sports, loisirs et tourisme, garantira un meilleur niveau de végétalisation des espaces urbanisés et anthropisés qui contribue, au-delà des effets rafraîchissant en été, à l'amélioration du cadre de vie des habitants et à la préservation de la biodiversité. Ce dispositif introduit directement la notion de naturalité dans les projets, en valorisant l'existant (notamment le végétal) et en orientant les pétitionnaires vers une réflexion visant à mieux préserver et conforter la place de la nature. Il sert de cadre pour favoriser la biodiversité lors de toute nouvelle construction ou de toute requalification urbaine, dès la création minimum de 40 m² d'emprise au sol.

De plus, il est apporté une précision d'importance au règlement du PLU actuel, concernant les aménagements paysagers qui doivent être réalisés avec des végétaux naturels. Cette mention n'était pas précisée dans le document actuellement applicable et ouvrait donc d'autres possibilités de végétalisation, y compris artificielle, non souhaités par la Ville de Roanne.

3. Consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers

L'évolution du PLU de Roanne n'entraîne pas de consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers supplémentaire par rapport au PLU en vigueur. Les incidences éventuelles de consommation d'espaces ne portent que sur les secteurs de projets inclus dans le tissu urbain roannais, qui font déjà l'objet dans le PLU en vigueur d'une programmation détaillée et d'un échancier d'ouverture à l'urbanisation au titre des orientations d'aménagement et de programmation du PLU.

4. Incidence sur une zone humide

Les évolutions réglementaires et graphiques liées à cette procédure n'ont pas d'incidences sur les zones humides répertoriées sur la commune de Roanne.

5. Incidence sur l'eau potable

Les évolutions du PLU de Roanne n'ont pas de vocation à entraîner des besoins supplémentaires en termes de consommation d'eau potable ou à impacter la qualité de la ressource. Le projet communal porté par cette procédure n'a donc pas d'incidence sur l'eau potable.

6. Incidence sur la gestion des eaux pluviales

La modification n°5 du PLU de Roanne introduit plusieurs dispositifs favorisant la gestion des eaux pluviales. D'une part, une exigence nouvelle est intégrée au règlement écrit du PLU (dispositions générales – DG 24) afin que les aires de stationnement, associées aux bâtiments utilisant notamment des énergies renouvelables, comportent des revêtements de surface, des aménagements hydrauliques ou des dispositifs végétalisés favorisant la perméabilité et l'infiltration des eaux pluviales ou leur

évaporation et préservant les fonctions écologiques des sols. D'autre part, le coefficient de biotope par surface créé par la Ville de Roanne introduit que les « surfaces de toiture, destinées à l'infiltration des eaux pluviales pour enrichir la nappe phréatique, ou dans les surfaces plantées » font partie des solutions d'aménagement produisant une surface éco-aménageable appréciée dans le calcul du CBS.

7. Incidence sur l'assainissement

Les évolutions du PLU de Roanne n'ont pas de vocation à entraîner des besoins supplémentaires en termes de capacités, puisque les modifications apportées aux objectifs chiffrés de production de logements inscrits au PLU n'entraînent pas d'augmentation du nombre de logements : il s'agit juste d'une nouvelle répartition sur les sites afin de s'adapter au tissu urbain de chaque zone. En effet, les opérations nouvelles ou sites renforcés en densité / nombre de logements sont compensés par une moindre prévision voire l'abandon de la vocation logement dans d'autres sites d'OAP du présent PLU.

8. Incidences sur le paysage et le patrimoine bâti

Une procédure de périmètre délimité des abords est menée parallèlement à la présente procédure de M5 du PLU, conduite mutuellement par la Ville de Roanne et l'Architecte des Bâtiments de France. Cette démarche reste néanmoins liée à la M5 du PLU dans la mesure où la Ville prévoit de tenir une enquête publique unique sur les deux procédures associées. Des éléments associés à cette étude sont inclus dans le présent dossier d'examen au cas par cas. Par ailleurs, les 40 éléments remarquables identifiés au titre de l'article L.151-19 du code de l'urbanisme resteront dans le PLU. Enfin, les zones naturelles et agricoles n'étant pas directement concernées par la présente procédure de M5 du PLU, aucune incidence notable n'est à prévoir sur les paysages naturels et agricoles représentatifs du territoire roannais.

9. Incidences sur les déchets et sols pollués

Aucune incidence sur la gestion des déchets n'est à déplorer dans le cadre de cette procédure. De plus, aucune évolution ne concerne de sites pollués ou n'engendre de pollution des sols.

10. Incidences sur les risques et nuisances

Aucune incidence sur les risques et nuisances n'est à déplorer dans le cadre de cette procédure. L'un des points de l'arrêté de prescription n°0437-2023 pour cette modification n°5 du PLU de Roanne qui concernait la mise en œuvre de nouvelles OAP sectorielles sous aléa inondation, a finalement été abandonné. Aucune évolution ne concerne donc de site sujet au risque inondation.

11. Incidence sur l'air l'énergie et le climat

Les dispositions générales du règlement écrit (DG 24), relatives à l'utilisation des énergies renouvelables, sont renforcées par l'intégration de nouveaux procédés de production d'énergies renouvelables, notamment en toiture des bâtis ou sur les ombrières surplombant les aires de stationnement. L'objectif est de permettre la pose de panneaux solaires en toiture tout en garantissant leur intégration paysagère et le maintien des perspectives et de la qualité architecturale du bâti. Par ailleurs, la mise en place d'un coefficient de biotope par surface au sein du PLU illustre les ambitions de la Ville dans son objectif d'adaptation à l'enjeu climatique actuel.

Ainsi, en conclusion, au regard de ces éléments, il n'apparaît pas nécessaire de réaliser une évaluation environnementale.